

AVANT-PROPOS

« Nous ne tolérerons plus
les incivilités ! »

Nous avons commencé à rédiger cet ouvrage entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2017. Nous y réfléchissions depuis longtemps, chacun de notre côté. Pour l'un d'entre nous, maire d'une ville touristique emblématique de la Côte d'Azur aux contrastes sociaux exacerbés, la question des incivilités était une hantise quotidienne ; pour l'autre, dont les activités professionnelles dans le domaine des affaires publiques et des médias lui permettaient d'entendre de façon récurrente cette préoccupation, les incivilités étaient depuis longtemps un passionnant sujet de réflexion. Mais, de fait, c'est pendant l'élection présidentielle que nous avons de concert décidé de prendre la plume. À un moment de crise républicaine, où tant de citoyens annonçaient qu'ils allaient désertier leur devoir civique et s'abstenir d'aller voter. Et c'est dans ce contexte qu'un des paragraphes du programme d'Emmanuel Macron a pris un sens insoupçonné. On pouvait y lire :

« Nous ne tolérerons plus les *incivilités*. Le harcèlement des femmes, les insultes, la dégradation du mobilier urbain, les crachats... Ces *incivilités* seront punies d'amendes immédiates et dissuasives. »

Toutes les questions que nous nous posons depuis plusieurs mois et qui accompagnaient certaines de nos

actions sont alors remontées à la surface, en prenant une potentielle résonance nationale. Qu'entend-on réellement par « incivilité » ? Quel est le lien entre l'incivisme et les incivilités ? Ce lien est-il si évident et de quel ordre est-il exactement ? Avoir un comportement civil suffit-il à faire de nous des êtres civiques ?

« *Nous ne tolérerons plus les incivilités* », disent-ils. Mais pourquoi ce thème a-t-il pris une telle importance ces dernières années ? Pourquoi le mot est-il dans toutes les bouches, allant parfois jusqu'à détrôner celui d'« insécurité » ? Recrudescence objective des incivilités ou perception subjective déformée et à vif dans un contexte de crise ? Qu'est-ce qui est le plus inquiétant : la montée des incivilités ou la montée de l'intolérance aux incivilités ? De quoi cette inflation du sujet « incivilités » est-elle le signe, ou même le symptôme ? Pourquoi maintenant ? Cela a-t-il à voir avec la crise du civisme ?

« *Le harcèlement des femmes, les insultes, la dégradation du mobilier urbain, les crachats...* » Peut-on vraiment ranger sous un même mot « la dégradation du mobilier urbain » et « les insultes », « le harcèlement des femmes » et « les crachats » ? Ce qui relève des impolitesses et du Code pénal ? Ce qui endommage des objets et ce qui blesse des personnes ? De quoi parle-t-on au juste quand on parle d'*incivilités* ? Mettre dans un même sac le manque de savoir-vivre et l'infraction, jusqu'au délit, n'est-il pas contre-productif ?

« *Ces incivilités seront punies d'amendes immédiates et dissuasives.* » La seule réponse aux incivilités est-elle la sanction ? Et pourquoi, presque toujours, cette posture associée de tolérance zéro ? Quel doit être le rôle de la puissance publique ? À quels niveaux, local ou national ? Comment les citoyens eux-mêmes peuvent-ils agir ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit, de vivre-ensemble en République française, de politique au sens premier du terme : *politikos*, « qui concerne les citoyens ». Comment

mobiliser à nouveau les citoyens, les impliquer dans un destin collectif et œuvrer au tissage des liens quotidiens qui leur permettent de faire société tous ensemble ?

Derrière le double sujet des incivilités et de l'incivisme, c'est, en effet, toujours d'« incommunautés » qu'il s'agit : des comportements qui abîment, brisent ou usent la possibilité de faire nation. L'« incommunauté » favorise les forces centrifuges qui se traduisent en communautarisme, c'est-à-dire en communautés dont la légitimité nuit à celle de la communauté nationale. Nous proposons de forger ce néologisme d'« incommunautés » pour mieux faire entendre le problème derrière les incivilités et l'incivisme ; le risque est qu'un jour nous ne sachions même plus faire communauté au-delà d'affinités identitaires sectaires, qu'un jour nous n'ayons plus rien en commun à l'échelle de la cité, plus rien à partager. Les incommunautés ne sont pas juste de mauvaises manières, de la menue délinquance ou de l'abstention citoyenne, mais des coups de canif quotidiens et répétés au lien social. Ce néologisme permet de comprendre ce qui se joue derrière tout cela : l'incapacité à faire communauté tous ensemble (communauté nationale, familiale, de quartier, associative), le délitement de ce qui permet de constituer un peuple en transcendant les différences sociales, spirituelles, démographiques, ethniques. Il doit permettre de proposer des réflexions et des solutions pour refaire communauté, réapprendre le sens du partage des droits et des devoirs en société et régénérer le sentiment de l'intérêt général.

Attachés aux valeurs républicaines, notamment à la liberté d'expression, nous nous méfions cependant de l'appel à une civilité « totale ». Car cette notion est variable dans le temps, dans l'espace et entre individus. Il faut donc commencer par s'en tenir aux actes reconnus comme des incivilités dans les textes législatifs

et réglementaires. Et ce que d'aucuns peuvent considérer comme des incivilités relève quelquefois de la simple liberté d'expression. Faire communauté, c'est donc aussi veiller au respect de ces droits fondamentaux sans verser dans une volonté de contrôle exacerbé des us et coutumes. Aucun de nous ne plaide en faveur d'une police des mœurs, qui ferait de notre société, dont le savoir-vivre est célébré dans le monde entier, un cauchemar. Pour autant, nous ne pouvons pas ignorer la réalité d'aujourd'hui ; il convient d'être à l'écoute de nos concitoyens qui se plaignent très largement du manque général de civisme. Le malaise est là, et il est indéniable. Il faut apporter des réponses à cette exaspération qui monte. Chacun de notre côté, nous avons déjà alerté ou cherché à mettre en place certaines solutions possibles, mais nous sentions que nos actions restaient vaines, trop locales et trop isolées. C'est pourquoi nous avons décidé d'écrire ce livre : pour partager nos réflexions et nos expériences, avec les maires et l'ensemble des décideurs publics, bien sûr, mais aussi avec les citoyens qui ont tous vocation à se sentir concernés par le sujet. Nous espérons qu'il apportera des éclairages et des éléments de réponses, voire des pistes de solutions, à tous nos compatriotes confrontés quotidiennement aux incommunautés de toutes sortes.